

Revue annuelle 2004 - 2005



Région du Québec



Transports
Canada

Transport
Canada

Canada



Table des matières

- 1 Message de la Directrice générale régionale
- 2 Notre portrait- Rôle des directions
- 5 Survol des transports au Québec
- 8 Les réalisations 2003-2004
- 12 Les indicateurs de rendement
- 13 Engagements régionaux 2004-2005
- 14 Engagements régionaux par secteur 2004-2005
- 18 Le budget
- 20 L'organigramme
- 21 Les installations aéroportuaires
- 22 Les installations portuaires
- 23 Le réseau ferroviaire
- 24 Les centres de services de Transports Canada

Transports Canada, Région du Québec

700, Leigh Capréol, 3e étage,
Dorval (Québec) H4Y 1G7
Téléphone : (514) 633-2714
Télécopieur : (514) 633-2751
Site Internet : <http://www.tc.gc.ca/quebec>

L'utilisation de la forme masculine inclut les deux genres
Graphisme : cantineouveauxmedias.com
Réalisé sur du papier recyclé – Été 2004





Message de la Directrice générale régionale

C'est avec un plaisir renouvelé que je vous présente la revue annuelle 2004-2005 de la région du Québec. Comme par le passé, la revue annuelle de la région du Québec vous dresse le bilan de l'année précédente et vous informe des priorités et des engagements de notre région pour l'année en cours.

En accord avec les objectifs de Transports Canada, notre région continue de s'investir afin d'assurer un réseau de transport sécuritaire, efficient et respectueux de l'environnement. Cette volonté d'offrir le meilleur réseau de transport se reflète par le biais de nos quatre engagements régionaux: le maintien de la sûreté et de la sécurité comme priorités, le renouvellement et le développement d'une main-d'œuvre compétente et diversifiée, la qualité et l'accessibilité des services offerts et la promotion du transport durable, ainsi que la poursuite des objectifs du système de gestion environnementale. Notre désir de poursuivre ce travail continuera d'être en accord avec les principes de saine gestion financière et le maintien des valeurs et de l'éthique qui caractérisent bien les employés de la fonction publique.

L'année 2004-2005 nous offre déjà des défis particulièrement intéressants sur le plan de la sûreté avec l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004 du Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS) de l'Organisation maritime internationale (OMI) mis en œuvre au Canada par l'entremise du Règlement sur la sûreté du transport maritime du Canada. Ce code vise à accroître la sûreté des navires et des installations portuaires à l'échelle mondiale et je suis confiante que nous pourrions poursuivre l'important travail déjà réalisé dans ce domaine.

Cette année est aussi marquée par l'arrivée depuis le 1^{er} avril de nouvelles responsabilités pour notre ministère sur le plan de la sécurité nautique, de l'application de la *Loi sur la protection des eaux navigables* et de la planification des mesures d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.

Je profite de l'occasion pour vous convier à visiter notre site Internet régional; une source incontournable d'information sur nos activités, nos programmes et nos services. Enfin, n'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et commentaires. Nous sommes toujours heureux de les recevoir. Vous trouverez les coordonnées pour nous les faire parvenir à la page précédente.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Nicole Pageot

TRANSPORTS CANADA

NOTRE VISION

Le meilleur réseau de transport pour le Canada et les Canadiens.

NOTRE MISSION

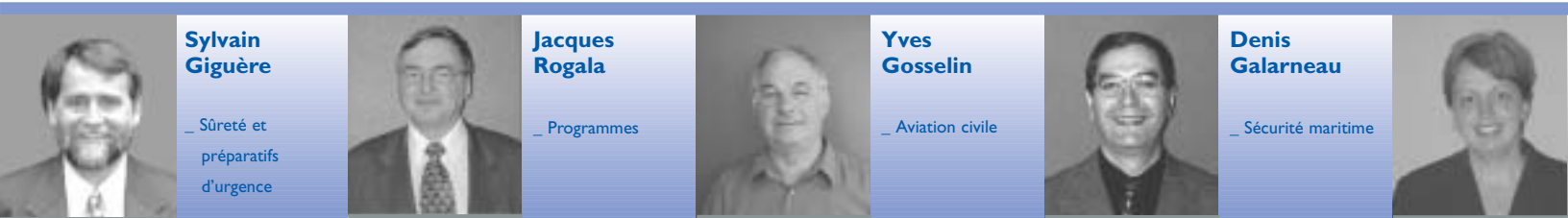
Établir et administrer des politiques, règlements et programmes pour assurer un réseau de transport sécuritaire, efficient et respectueux de l'environnement.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

- Établir des normes rigoureuses pour assurer un réseau de transport sécuritaire et sûr.
- Contribuer à la croissance économique et au développement social du Canada.
- Protéger l'environnement physique.

NOS VALEURS

- Respect
- Professionnalisme
- Travail d'équipe
- Service à la clientèle



Sylvain Giguère

_ Sûreté et préparatifs d'urgence



Jacques Rogala

_ Programmes



Yves Gosselin

_ Aviation civile



Denis Galarneau

_ Sécurité maritime



■ Notre portrait:

Rôle des directions

Transports Canada est le ministère responsable des politiques, des programmes et des objectifs établis par le gouvernement fédéral en matière de transport. Il voit à ce que tous les éléments du réseau de transport fonctionnent de manière efficace et intégrée afin que le peuple canadien puisse compter sur un réseau durable qui soit à la fois sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement.

Transports Canada est très présent au Québec avec 14 Centres de services établis sur l'ensemble du territoire québécois (voir les coordonnées à la page 24). Pour bien remplir ces mandats, nous avons convenu d'une structure organisationnelle formée de la direction générale et de neuf directions. Chacune de ces directions possède ses champs d'expertise, son rôle et ses responsabilités.

■ Sûreté et préparatifs d'urgence

La direction Sûreté et préparatifs d'urgence a comme mandat principal le maintien et l'amélioration de la sûreté du réseau de transport au Canada. Les inspections de conformité, la promotion, la sensibilisation et la surveillance du respect des exigences réglementaires en matière de sûreté pour les modes de transport aérien, maritime et ferroviaire, sont les types privilégiés d'interventions. Le maintien de la confiance du public et l'assurance de pratiques sécuritaires tant de la part de l'industrie que des usagers des transports font également partie intégrante de nos priorités.

La Direction est aussi responsable de la sécurité ministérielle dans la région. De plus, elle assure la livraison du Programme de préparatifs d'urgence et de protection civile. Ce programme vise à garantir une intervention efficace du ministère lors de situations d'urgence en assumant la coordination avec les autres directions régionales et organismes externes en matière de sécurité.

■ Programmes

La direction Programmes a pour mandat de céder les installations aéroportuaires

En 2003-2004 plusieurs projets d'immobilisation ont été réalisés, dont des projets majeurs de restauration à l'aéroport de Chevery ainsi qu'à l'aéroport des Îles-de-la-Madeleine. La direction a investi au total 7,7 millions \$ pour améliorer la sécurité des aéroports (cédés) du Québec.

et portuaires conformément à la Politique nationale des aéroports et la Politique maritime nationale.

Elle voit à l'exploitation des installations de Transports Canada incluant la gestion des sites portuaires et aéroportuaires éloignés. Le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA) est un programme important administré par la Direction. De plus, la surveillance des baux des deux administrations aéroportuaires, soit Aéroports de Montréal pour les aéroports Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et Mirabel ainsi que Aéroport de Québec pour l'Aéroport international Jean-Lesage, fait partie du rôle de la direction Programmes. Elle assure aussi le suivi de la conformité des cinq administrations

portuaires canadiennes de la région du Québec (Montréal, Trois-Rivières, Québec, Port Saguenay et Sept-Îles).

L'environnement fait également partie des responsabilités importantes de la Direction. Le leadership en matière de système de gestion environnementale y est donc assuré et tous les efforts sont déployés afin que les activités du ministère soient réalisées selon les concepts de développement durable.



Investissements de Transports Canada (programme PAIA): restauration d'une aire de mouvement.



Inspection d'une cabine d'un aéronef.



Démonstration d'équipements de sécurité nautique.

La direction Programmes réalise son mandat conformément aux lois et règlements afin d'offrir des installations sûres et sécuritaires pour tous les usagers.

■ Aviation civile

La direction Aviation civile est responsable d'assurer un haut niveau de sécurité du réseau de transport aérien dans la région du Québec. Pour ce faire, elle surveille l'ensemble des composantes du transport aérien et favorise un engagement partagé avec les intervenants de l'industrie pour l'amélioration constante de la sécurité.

La Direction est responsable de réaliser un programme complet de vérifications réglementaires et d'inspections qui vise à assurer la conformité aux exigences de la réglementation. Elle comprend huit divisions s'occupant des secteurs suivants :

- . Émission des licences pour les techniciens d'entretien d'aéronefs, les pilotes et les contrôleurs aériens;
- . Émission des certificats médicaux de validation de licence pour les pilotes et les contrôleurs aériens;
- . Immatriculation des aéronefs;
- . Certification et inspection des aérodromes, des écoles de pilotage, des transporteurs aériens et des organismes de maintenance agréés;

- . Inspection des fabricants d'aéronefs;
- . Application des règlements;
- . Certification des modifications aux aéronefs de la région;
- . Évaluation et promotion de la sécurité aérienne;
- . Gestion du bruit.

La Direction garde des communications ouvertes avec l'ensemble de la communauté aéronautique régionale. Elle participe activement à des activités de sensibilisation pour mettre en valeur une approche de consultation et de partenariat visant à favoriser une culture de sécurité.

■ Sécurité maritime

La direction Sécurité maritime reçoit son mandat principal de la *Loi sur la marine marchande du Canada* qui vise essentiellement la protection de la vie humaine en mer et la protection des biens et de l'environnement.

Dans ce contexte, les inspecteurs de la région du Québec sont entre autres responsables de :

- . Délivrer des certificats de navigabilité à la majorité des navires commerciaux canadiens;
- . Effectuer des vérifications de contrôle des navires étrangers;
- . Émettre des brevets aux officiers de

navires après avoir vérifié leurs compétences;

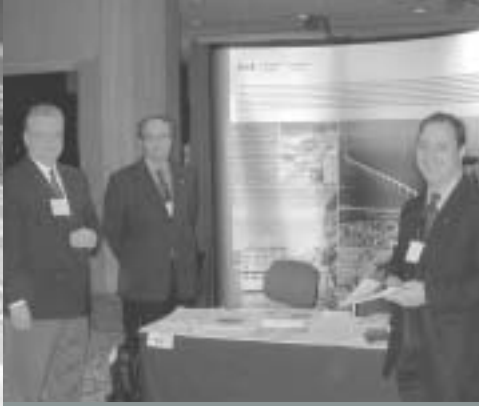
- . Vérifier la structure, l'aptitude à prendre la mer des navires qui chargent du grain, des minerais à risque et du bois en pontée à partir du Canada;
- . Vérifier que le transport des explosifs et des marchandises dangereuses à bord des navires se fasse de façon sécuritaire;
- . Faire la vérification de la gestion des hydrocarbures, des substances liquides nocives, des déchets, des eaux usées et des eaux de ballast à bord des navires afin d'assurer la protection de l'environnement et tenter des poursuites judiciaires contre les contrevenants s'il y a lieu;
- . S'assurer que les mesures de santé et de sécurité au travail sont appliquées par les employeurs et les employés de l'industrie maritime.

Des relations étroites sont maintenues avec les gens de l'industrie afin de promouvoir la conformité et l'introduction de nouvelles règles.

Le rôle de la Direction, en ce qui a trait à la planification des mesures d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, est d'approuver les plans d'intervention des installations de manutention et d'accréditer les organismes d'intervention.

La direction de la Sécurité maritime est dorénavant responsable de promouvoir la sécurité des embarcations de plaisance en collaboration avec le milieu de la navigation de plaisance. Elle est aussi responsable de la compétence des conducteurs. La Direction a aussi le mandat d'appliquer les règles de la *Loi sur la protection des eaux navigables* et d'agir comme Receveur d'Épaves.





Coordination et conseils en politique lors du Congrès annuel 2004 de l'Association québécoise du transport et des routes (AQTR).

La section transport des marchandises dangereuses (TMD) de la direction Surface de la région du Québec répond à chaque année à environ 5 800 appels téléphoniques concernant des demandes d'information sur la réglementation TMD. La majeure partie de ces appels portent sur le réseau routier et ferroviaire. CANUTEC (le centre Canadien des urgences opéré par la Direction du transport des marchandises dangereuses) a reçu près de 819 appels d'urgences reliés à des marchandises dangereuses au courant de l'année 2003-2004 et 23% de ces appels provenaient du Québec.

■ Surface

Le rôle de la direction Surface est de promouvoir la sécurité dans le transport ferroviaire et dans le transport de marchandises dangereuses. La Direction comprend cinq secteurs de responsabilité : exploitation, matériel roulant, ingénierie, examen des systèmes de sécurité et transport de marchandises dangereuses.

Les pratiques de l'industrie sont vérifiées au moyen d'audits, d'inspections et d'enquêtes pour assurer la conformité aux lois et règlements. La Direction fait également la promotion de la sécurité par le biais d'un programme de sensibilisation et d'information adapté à sa clientèle. Elle cible ses efforts d'intervention en collaboration avec l'industrie et les autorités provinciales et municipales. La Direction est aussi responsable d'évaluer et de recommander l'approbation des plans d'intervention d'urgence pour le transport des marchandises dangereuses.

■ Ressources humaines

La direction Ressources humaines offre une vaste gamme de services et de programmes aux gestionnaires et aux employés dans les domaines suivants : classification d'emplois, rémunération et avantages sociaux, langues officielles, dotation, réaménagement des effectifs, gestion de la diversité, relations de travail, santé et sécurité au travail, prix et reconnaissance, formation, planification des ressources humaines, gestion de carrière ainsi que développement organisationnel.

■ Finances et administration

La direction Finances et administration fournit aux gestionnaires et employés des conseils, des systèmes et des services dans les domaines suivants :

- . Gestion financière et comptabilité;
- . Technologies et gestion de l'information;
- . Gestion du matériel et des marchés;
- . Gestion des installations.

■ Coordination et conseils en politique

La direction Coordination et conseils en politique est responsable de la liaison avec les principaux intervenants du monde des transports et de la participation régionale au développement des politiques de transport. Elle rédige des analyses économiques et fait un suivi de l'industrie des transports au Québec. De plus, elle appuie la direction générale régionale dans les relations fédérales-provinciales et représente le ministère sur de nombreux comités interministériels et auprès de l'industrie. Par diverses initiatives, elle assure la visibilité, le partenariat et le réseautage de Transports Canada au Québec.

■ Communications

La direction Communications offre des services et des conseils sur le plan des communications, rédige des analyses médiatiques, organise des événements médiatiques, gère un programme de relations avec les médias et coordonne les fonctions de multimédia et d'édition, incluant l'Internet et l'Intranet régional. La Direction prépare aussi les plans de communications externes et internes de la région du Québec et coordonne leur mise en œuvre. De plus, elle appuie les actions collectives des directions régionales en matière de communication, notamment les campagnes de sécurité et les relations avec les partenaires et les employés.

■ Survol des transports au Québec



Le Québec est la province ayant la plus grande superficie au Canada, occupant près de 15,4% du territoire canadien. Le Québec se classe au deuxième rang au pays pour sa population; ses habitants représentant 24% de la population canadienne. Son Produit Intérieur Brut (PIB) de 254 milliards de dollars compte pour 20,9% du PIB total canadien. Au cours de la dernière décennie, les exportations québécoises ont connu une croissance remarquable. Le Québec a exporté pour 64 milliards de dollars à l'étranger, dont 83% aux États-Unis ainsi que 49 milliards de dollars aux autres provinces. Les principaux secteurs exportateurs sont l'aéronautique, l'aluminium, les produits de télécommunication et le papier journal, alors que les secteurs pétrolier, informatique et automobile sont les trois plus importants secteurs d'importation.

Au cours des ans, le Québec a su élaborer un réseau de transport moderne et efficace qui dessert toutes ses régions et les relie aux grandes villes canadiennes et américaines. Ainsi, les infrastructures de transport du Québec sont indispensables pour sa propre économie car elles supportent les échanges avec l'extérieur.

■ Transport routier

Le réseau routier québécois compte plus de 165 000 kilomètres de routes. Comme près de la moitié de la population québécoise se concentre dans les villes de Montréal et Québec, le réseau couvre pratiquement l'ensemble des zones peuplées. Un large réseau autoroutier dessert également près de 80% de la population québécoise et permet la desserte des centres urbains. Ce réseau se situe le long de l'axe du fleuve Saint-Laurent et s'intègre au réseau autoroutier de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre. La gestion du réseau routier se fait à deux niveaux : le ministère des Transports du Québec gère le réseau supérieur, notamment le réseau autoroutier, tandis que les municipalités s'occupent du réseau urbain, de la gestion du trafic et du transport en commun. La seule exception demeure les trains de banlieue, exploités par l'Agence métropolitaine de transports (AMT) de Montréal qui dépendent d'une juridiction provinciale. Au niveau local et provincial, le Québec dépense 627 dollars par habitant dans le secteur du transport, soit plus que toute autre province au pays.

Le Québec compte plus de 5 millions de véhicules, dont 4 millions d'automobiles, 116 739 camions et 7 348 autobus. Avec près de 80% de sa population vivant en zones urbaines, le Québec fait face à des demandes significatives pour le transport urbain et interurbain. Tous les jours, des milliers de citoyens empruntent le système de transport public (autobus, métro, trains de banlieue), les services de taxis et autres véhicules de transport. Les régions éloignées telles que le Nord du Québec et les Îles-de-la-Madeleine sont reliées aux centres urbains par bateau et par avion.

En terme de valeur, 53,4% des exportations québécoises transitent par son réseau routier. Le transport routier est donc un mode dominant par rapport aux autres, étant donné sa rapidité, sa flexibilité et ses tarifs compétitifs résultant de la déréglementation de l'industrie du camionnage à la fin des années 1980.

Les postes frontaliers de Lacolle et Phillipsburgh sont les plus importants de la province, ayant rapporté respectivement des échanges internationaux de 17 milliards de dollars et 6,9 milliards de dollars.

■ Transport ferroviaire

Le transport ferroviaire demeure un mode essentiel pour transporter les marchandises lourdes ainsi que pour le transport sur de longues distances : les matières premières telles que le bois et le minerai, représentant de grands volumes de marchandises, en sont deux exemples. Avec 6 645 kilomètres de voies ferrées, le réseau ferroviaire du Québec permet la liaison directe aux marchés américains, canadiens et internationaux via les ports majeurs de Montréal, Québec, Sept-Îles et Port-Cartier. Le réseau ferroviaire est donc le cœur d'un transport intermodal efficace assurant le transport terrestre de marchandises en provenance des marchés internationaux.

En terme de valeur, 12,7% des échanges internationaux du Québec transitent par son réseau ferroviaire. Quotidiennement, un nombre important de conteneurs quittent par chemin de fer le port de Montréal vers les marchés de Toronto, Détroit, Chicago, New York et Philadelphie.





À la fin des années 80 et au début des années 90, le Canadien National (CN) et le Chemin de fer Canadien Pacifique (CFCP) ont chacun procédé à une importante rationalisation et à une restructuration. Aujourd'hui, CN et CFCP sont parmi les entreprises ferroviaires les plus rentables en Amérique du Nord. Les mesures prises par le CN et le CFCP ont donné lieu à la création des Chemins de fer d'intérêt local (CFIL). Toutefois, avec le déclin du secteur des matières premières et le ralentissement des transactions de divers produits comme le bois et le minerai, certains de ces CFIL ont éprouvé des difficultés financières au cours des dernières années.

En ce qui concerne le transport de passagers, VIA Rail relie Montréal aux grands centres urbains de Québec, Ottawa et Toronto et offre aussi des liaisons vers la Gaspésie, l'Abitibi, le Saguenay et la région de l'Atlantique. Depuis le printemps 2002, du nouveau matériel roulant (train Renaissance) est utilisé par VIA Rail dans le corridor Québec - Windsor.

Quant aux trains de banlieue de Montréal, ils représentent toujours un succès pour l'Agence métropolitaine de transport. Il existe présentement cinq lignes, dont la plus récente entre Delson et le centre-ville de Montréal, qui a été inaugurée en septembre 2001. De plus, l'AMT a récemment procédé à l'ouverture d'une nouvelle gare à Vaudreuil, sur la ligne Montréal-Rigaud.

■ Transport aérien

Le Québec compte 85 aéroports sur son territoire, soit deux plates-formes internationales (Montréal-Trudeau/Montréal-Mirabel et Québec) et quelque 82 aéroports régionaux et locaux.

Les aéroports internationaux de Montréal accueillent annuellement près de 10 millions de passagers. Chaque semaine, 46 compagnies aériennes offrent des liaisons directes depuis Montréal vers plus de 120 destinations sur quatre continents.

L'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (Montréal-Trudeau) est un aéroport pivot pour Air Canada et joue un rôle clé dans son réseau au Québec et dans les provinces maritimes. La compagnie y offre des vols vers plusieurs marchés d'envergure, dont Toronto, Los Angeles et Francfort.

L'aéroport Montréal-Trudeau est aussi desservi par les quatre transporteurs canadiens à rabais, soit Canjet, Jetsgo, WestJet et Zip ainsi que par plusieurs transporteurs étrangers d'envergure, comme American Airlines, Delta, British Airways et Air France. En avril 2003, l'aéroport de Montréal-Trudeau a inauguré sa nouvelle jetée transfrontalière, et compte inaugurer la nouvelle jetée internationale et le nouveau hall des arrivées internationales en novembre 2004. Ceci coïncidera avec le transfert de tous les vols de passagers et du déménagement d'Air Transat de Mirabel vers Montréal-Trudeau. Ces opérations permettront à l'aéroport de Mirabel de se concentrer sur le fret aérien et la promotion de son parc industriel.

De son côté, l'Aéroport international Jean-Lesage de Québec accueille annuellement plus de 625 000 passagers et 117 000 mouvements. De plus, deux nouveaux transporteurs régionaux s'y sont installés en 2003 : Val Air et Québécoir Express. Le premier a fermé ses portes après quelques mois d'opération alors que le second a dû restructurer sa dette sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Finalement, Air Labrador tente de faire une percée au Québec avec des nouveaux vols entre Montréal, Québec, Sept-Îles et Wabush.

Le transport de marchandises par avion représente 21,3% de la valeur des échanges commerciaux du Québec. La plus grande partie (82%) de ces marchandises destinées au marché international transite par Montréal-Trudeau et Mirabel. Soulignons qu'au Nunavik et à la Baie James, ce mode de transport est le seul qui offre la possibilité d'acheminer des vivres à l'année longue.



■ Transport maritime

Le transport maritime au Québec tire avantage du fleuve Saint-Laurent qui est la porte d'entrée de l'Europe sur le continent. Le Québec compte dix ports en eaux profondes qui demeurent ouverts toute l'année, dont ceux de Montréal et de Québec. Ces derniers donnent accès à une quarantaine d'entreprises maritimes majeures qui effectuent des liaisons vers plus de 200 destinations à travers le monde.

En terme de valeur, près de 21% des échanges internationaux utilisent ce mode de transport. Au Québec, plus de 47 ports sont utilisés pour le transport de marchandises. Toutefois, seulement quatre ports manutentionnent près de 76% du tonnage: Montréal, Québec, Sept-Îles et Port-Cartier. Le port de Montréal manutentionne près de 20 millions de tonnes de marchandises par année et 1,1 millions de conteneurs EVP (équivalent vingt pieds); pour l'ensemble du Canada, seul Vancouver le devance sur ce plan.

Le port de Québec a connu un volume record en terme de tonnage en 2003, avec 19,5 millions de tonnes manutentionnées. Plus de la moitié de ce volume provient du pétrole destiné aux raffineries d'Ultramar. L'annonce de la construction possible d'un terminal méthanier au Québec laisse présager que le secteur énergétique pourrait être appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la région.

L'industrie des croisières a connu un léger ralentissement suite à la baisse d'achalandage touristique occasionnée par le SRAS et la guerre en Irak. En 2003, les ports de Québec et de Montréal ont accueilli respectivement 59 000 et 33 600 passagers. L'année 2004 s'annonce plus prometteuse grâce à une économie mondiale plus vigoureuse.

En somme, le réseau de transport de la région du Québec est un réseau sûr, efficace et respectueux de l'environnement. Multimodal et présent sur l'ensemble du territoire québécois, il contribue à la bonne qualité de vie de la population canadienne. Par son efficacité et son accessibilité, il est indispensable non seulement pour desservir les grands centres urbains, mais également pour le maintien du développement économique des régions.



■ Les réalisations 2003 - 2004



Les défis ont encore une fois été nombreux au cours de l'année 2003-2004. Nous avons su les relever avec brio, tant sur le plan de la sûreté et de la sécurité, de la main-d'œuvre, de la qualité et de l'accessibilité de nos services, qu'au niveau de la gestion environnementale et du transport durable. Nos réalisations ont ainsi contribué à rendre notre réseau de transport plus sécuritaire, sûr, efficient et respectueux de l'environnement.

Le sommaire des réalisations de chaque direction pour l'année 2003-2004 vous est présenté dans les points suivants. Les résultats fort éloquents témoignent encore cette année du professionnalisme et du degré de compétence des employés de Transports Canada, Région du Québec.

I. Nous nous engageons à maintenir la sûreté et la sécurité comme nos priorités.

La direction Sûreté et préparatifs d'urgence a continué d'appliquer les mesures et initiatives instaurées après septembre 2001 pour rehausser les niveaux de surveillance ainsi que sensibiliser l'industrie, le public et les voyageurs. En coopération avec l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, cette direction a planifié la mise en œuvre du Programme de déploiement national des systèmes de détection d'explosifs pour les bagages enregistrés et la fouille des non-passagers pour les aéroports majeurs. Dans le cadre de la mise en œuvre du Code international pour la sûreté des navires et installations portuaires (ISPS), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004, elle a participé aux consultations avec l'industrie ainsi qu'à la recommandation et à l'implantation des plans de sûreté.

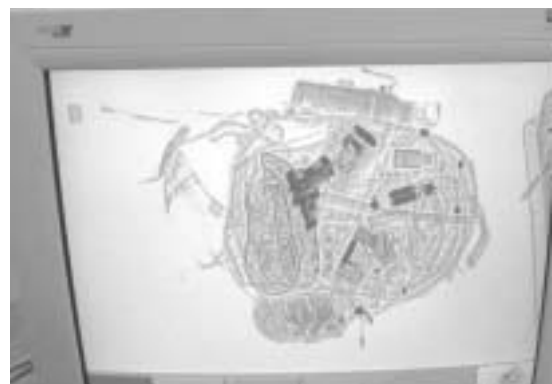
La direction Programmes a aussi contribué à la mise en place du Code ISPS en menant des évaluations de sûreté à une dizaine d'installations portuaires de Transports Canada. Du côté aéroportuaire, cette direction a complété l'analyse de la conformité au Règlement de l'aviation canadien (RAC) 308 pour tous les aéroports de Transports Canada. Ce nouveau règlement porte sur les services d'intervention d'urgence pour les aéronefs. En collaboration avec la Sécurité des aéroports (Aviation civile),

elle a entrepris l'élaboration d'un système d'inspections aéroportuaires pour les sites appartenant à Transports Canada. La Direction a investi 23 millions \$ pour assurer une exploitation sécuritaire de ses ports et aéroports, en plus de 7,7 millions \$ pour améliorer la sécurité dans dix aéroports appartenant à d'autres organismes.

La direction Aviation civile a complété un important programme de vérifications réglementaires et d'inspections en fonction des plans de travail établis. Cette direction a déployé des efforts pour planifier et affecter une portion importante de ses ressources à la surveillance du système de transport aérien dans la région selon une entente nationale. Dans le cadre de l'implantation du Système de gestion intégrée (SGI), elle a également assuré un leadership pour gérer deux projets nationaux - l'amélioration des normes de service et la consultation de nos clients - en fonction de l'échéance du 31 mars 2004. Les principes de la gestion du risque ont davantage fait partie du quotidien. Ainsi, la planification des ressources, la priorité accordée aux tâches et la prise de décision dans les dossiers complexes ont su intégrer davantage ces principes. La participation active à de nombreux colloques et forums a contribué à maintenir l'engagement commun avec l'industrie pour l'amélioration de la sécurité.

La direction Sécurité maritime a complété en 2003-2004 la première phase d'un projet-pilote d'auto-inspection de sécurité pour les petits bateaux de pêche. Cette direction a également défini des critères de ciblage pour les navires commerciaux de moins de 15 tonnes et réalisé un bilan. Pour le contrôle des navires étrangers, elle a mis en place une base de données pour mieux cibler les inspections. À titre préventif en matière de santé et de sécurité, elle a intensifié ses visites d'opérateurs et de navires assujettis au Code canadien du travail. Un programme de surveillance sur les navires délégués a été mis sur pied et des contrôles à bord de trois navires différents ont été effectués. Enfin, Sécurité maritime a mis en œuvre un projet Gouvernement en direct en collaboration avec la direction des Communications: grâce au *Guide d'intervention de la sécurité maritime (GISM)* incorporé à l'Intranet régional, les inspecteurs maritimes de première ligne ont évalué cet outil performant et tous les autres inspecteurs y ont maintenant accès.

Point de contrôle de sécurité aéroportuaire.



La direction Surface, tant au niveau de la sécurité ferroviaire que du transport de marchandises dangereuses, a adapté ses activités de vérifications et d'inspections aux principes des systèmes de gestion de la sécurité. La région du Québec a dirigé plusieurs vérifications réglementaires dont, entre autres, la vérification nationale du système de gestion de la sécurité (SGS) du Canadien National.

INITIATIVE : INSPECTEUR D'UN JOUR

Le 24 avril 2003 se tenait la quatrième édition de l'activité *Inspecteur d'un jour*. Plus de 48 inspecteurs des différents modes de transport ont été jumelés à 90 étudiants du niveau secondaire. Cette activité a eu lieu dans huit points de service à travers le Québec: Dorval, Montréal, Longueuil, Québec, Sept-Îles, Val D'or et Alma. La qualité des programmes élaborés par les inspecteurs a été un des facteurs contribuant à la réussite de cette activité.

Elle a également participé à la formation d'un comité régional regroupant Sécurité maritime, Aviation civile et Sûreté et préparatifs d'urgence dans le but de renforcer ses interventions en matière d'examen des systèmes de sécurité.

Collectivement, nous avons continué à promouvoir la sûreté et la sécurité dans toutes nos communications internes et externes, notamment par des colloques et des forums ciblant nos partenaires de l'industrie. Nous avons ainsi amélioré la connaissance des pratiques en ce domaine et favorisé une plus grande responsabilisation de tous les intervenants. Nous avons continué d'intégrer les principes de la gestion du risque dans la planification de nos ressources, la détermination de nos priorités ainsi que dans nos prises de décision

2. Nous nous engageons à favoriser le renouvellement et le développement d'une main-d'oeuvre compétente et diversifiée en accord avec les valeurs de la Fonction publique.

INITIATIVE : DIALOGUES EN DIVERSITÉ

L'année 2003/2004 a été marquée par la tenue de sessions de dialogue en diversité : 252 personnes ont assisté à l'une ou l'autre des 22 sessions, ce qui représente 55 % des employés de Transports Canada région du Québec. Les sessions se sont déroulées notamment à Dorval, au centre-ville de Montréal, à Québec, à Saint-Hubert et à Sept-Îles et ont conduit à la proposition de recommandations en collaboration avec la direction des ressources humaines.

Toutes les directions ont fourni un plan de ressources humaines dans le cadre du renouvellement des effectifs. Plusieurs affectations ont permis un transfert de connaissances. D'ailleurs, une centaine d'employés ont bénéficié de sessions d'information et d'ateliers sur la création de Plans d'apprentissage personnels offerts par la direction Ressources humaines.

De nouveaux postes se sont ajoutés dans le secteur maritime de la direction Sûreté et préparatifs d'urgence. Nous avons continué de promouvoir les candidatures de minorités visibles lors de dotations à l'externe et des embauches ont ainsi été réalisées. De plus, plusieurs sessions de dialogue sur la diversité ont été offertes; les taux de participation et de satisfaction ont été très favorables.

Afin de soutenir le réseautage et l'horizontalité et de créer des liens dynamiques, nous avons encouragé tous les employés à participer aux différents comités et réseaux (nationaux, régionaux, inter et intra-ministériels, etc.).



Nos initiatives telles que l'embauche d'étudiants-stagiaires, la tenue de *Inspecteur d'un jour* et la mise à jour de la section jeunesse de notre site Internet régional nous ont permis de maintenir notre ouverture aux jeunes et à la relève.

En ce qui a trait à la réalisation de nouveaux projets, *Inspecteur mobile* a été formalisé et implanté au sein de la direction Surface pour une utilisation plus efficace des ressources. De son côté, la direction des Communications a procédé à la refonte complète de l'Intranet régional; l'accessibilité à quelque 2 000 pages offre dorénavant un excellent outil de travail pour accroître l'efficacité.

Diverses mesures ont été instaurées pour améliorer la qualité des communications bilingues sur le plan de la langue de travail, notamment la création d'un projet-pilote pour les langues officielles entre l'Administration centrale et la région. La directrice générale régionale a d'ailleurs été nommée « championne » du Ministère pour les langues officielles.

Enfin, toutes les directions ont poursuivi leurs initiatives favorisant l'excellence et la reconnaissance de leurs employés en participant entre autres, aux activités de la cinquième édition de la *Journée de l'employé*.





Certification des gens de mer au centre de services de Montréal.

3. Nous nous engageons à offrir un service de qualité à nos clients externes et aux citoyens.

Régionalement, plusieurs projets d'immobilisation, comprenant des travaux de restauration et d'amélioration aéroportuaire et portuaire, ont été réalisés afin d'assurer un réseau de transport sûr et sécuritaire pour les usagers. Ces travaux totalisent des investissements de plus de 21 M\$. La direction des Communications a continué son approche proactive des communications et a coordonné des événements médiatiques majeurs dont l'annonce Canada-Québec liée à d'importants investissements en infrastructures routières. La direction Coordination et conseils en politique a participé à plusieurs projets-initiatives de développement économique chez les Autochtones.

Deux projets Gouvernement en direct visant à améliorer la qualité de nos services, soit le *Guide d'intervention de la sécurité maritime (GISM)* et le *Registre des installations portuaires du Québec (RIPQ)*, ont été finalisés. Le RIPQ a remporté la médaille de bronze à GTEC 2003, un événement technologique de renom. Par ailleurs, la direction des Communications a poursuivi l'amélioration du site internet de notre région; quelque 1 200 pages sont dorénavant accessibles pour mieux renseigner le public.



Cérémonie marquant le changement de nom de l'aéroport international de Montréal (Dorval) à celui d'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal.

Plusieurs directions ont participé à la réalisation de projets d'envergure nationale. La direction Aviation civile a participé à deux projets spécifiques relatifs à l'implantation du Système de gestion intégrée (SGI). Quant à la direction Finances et Administration, leur contribution au projet de gestion des renseignements d'affaires et des ressources, le système des Renseignements d'affaires et gestion des ressources (RAGR), est à souligner. La direction Programmes a participé aux évaluations relatives à la Politique nationale des aéroports (PNA), au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA), ainsi qu'au Programme de surveillance des baux avec les administrations aéroportuaires. La direction Sécurité maritime a contribué activement à la préparation des consultations externes pour la réforme réglementaire des petits navires commerciaux.

Toutes les directions ont maintenu des liens étroits avec leurs partenaires. De ce fait, la direction Coordination et conseils en politique a fait la promotion active de la vision des transports, *Droit Devant*, a assuré des liens soutenus avec le Québec et les grandes villes et a participé à différents comités avec trois États américains.

Des documents de qualité tels que les notes et précis d'information, les communiqués de presse, les énoncés médias, la Revue annuelle, les analyses, les survols et profils économiques, ainsi que des présentations ont été à nouveau réalisés par l'ensemble des directions.



Encan Daniel-Bleau pour la Campagne de charité en milieu de travail.

INITIATIVE : CAMPAGNE DE CHARITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL

La Campagne de charité en milieu de travail du Gouvernement du Canada 2003 a été un véritable succès: elle a permis d'amasser la somme de 31 911 \$, ce qui représente une progression de plus de 50% au cours des deux dernières années. La générosité, le dynamisme et la créativité de toutes les personnes impliquées a contribué au succès de chacune des activités proposées (entre autres : Encan Daniel-Bleau, tirages moitié-moitié et vente de fleurs).



Projet de décontamination d'un site aéroportuaire: tamisage et tri des sols et déchets.

4. Nous nous engageons à poursuivre les objectifs du *Système de gestion environnementale* et participer à des activités de transport durable avec nos partenaires.

Plusieurs faits saillants de nos réalisations dans ce domaine sont à souligner. Dans un contexte de promotion du développement durable, nous poursuivons ce mandat au moyen de partenariats avec d'autres ministères, agences et industries, par le biais d'événements, de groupes de travail, de colloques et d'expositions.

La participation continue au *Plan d'action Saint-Laurent*, par l'entremise des directions Sécurité maritime et Programmes, a contribué à la poursuite d'une stratégie de navigation durable. Cette direction a également maintenu ses initiatives visant à améliorer la gestion des eaux de lest et des résidus de navires, dont la création d'un groupe de travail avec des intervenants externes. Plus de 3 millions de dollars ont été investis à la réalisation de plus de dix projets de restauration environnementale sur différentes installations aéroportuaires et portuaires afin de maintenir un environnement sain pour la population. La direction Aviation civile a de son côté assuré la gestion des problématiques du bruit des avions, tandis que la direction Surface a fait de même au niveau des trains. Des interventions ont été menées pour faciliter des solutions d'entente par ces deux groupes.

Projets environnementaux: Plus de 3 M\$ ont été investis à la réalisation de plus de dix projets de restauration environnementale sur différentes installations aéroportuaires et portuaires afin de maintenir un environnement sain pour la population.

En ce qui concerne les initiatives environnementales, de nombreuses activités spéciales ont été organisées lors de la Semaine nationale de l'Environnement. Le programme-employeur *De la maison au boulot autrement!* a été mis en œuvre. Ce programme vise à faciliter les déplacements résidence-bureau, en encourageant le co-voiturage, le transport commun, le transport actif et le partage de véhicules. De plus, une étude sur les voyages d'affaires a été finalisée et nous avons procédé à l'adoption d'une politique régionale sur l'utilisation du transport écologique (utilisation des véhicules électriques et hybrides du parc automobile) pour ce type de déplacement.

Collectivement, les employés ont participé aux diverses initiatives écologiques telles le recyclage, l'usage minimal de papier et l'économie d'énergie, y compris l'utilisation accrue d'un photocopieur imprimante plus économique et écologique. La version papier du journal d'employés *Trait d'union* ainsi que *Trait d'union extra* a été abolie; ces publications sont dorénavant disponibles en ligne.

Les Affaires environnementales de la direction Programmes s'assurent de la conformité à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale dans toutes ses activités. À compter de 2004-2005, cette expertise spécifique sera des plus sollicitées avec la venue à Transports Canada de la responsabilité à l'égard de la Loi sur la protection des eaux navigables (LPEN) et des évaluations environnementales qui en découlent.



Groupe responsable de l'application de la Loi sur la protection des eaux navigables (LPEN).



■ Les indicateurs de rendement



Projet d'immobilisations de Transports Canada :
restauration d'une aire de mouvement.

Tableau de bord financier

ANNÉES FISCALES	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Revenus et recouvrements (en milliers de dollars)	13 108 \$	12 585 \$	12 029 \$
Immobilisations (en milliers de dollars)	15 770 \$	9 062 \$	21 400 \$ ⁽¹⁾
Fonctionnement et entretien (en milliers de dollars)	51 674 \$	50 302 \$	53 370 \$
Subventions et contributions (en milliers de dollars)	6 144 \$	4 805 \$	10 344 \$
Employés équivalents à temps plein (ETP)	434	445	450

Programmes

ANNÉES FISCALES	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Nombre d'installations portuaires cédées	1	0	0
Nombre d'aéroports cédés	2	2	1
Taux de recouvrement des coûts (ports et aéroports)	45 %	48,9 %	41,5 %

Indicateurs de sécurité

ANNÉES DE CALENDRIER	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Accidents mettant en cause des aéronefs immatriculés au Canada (Aviation)	48	42	55
Nombre d'accidents (Maritime)	59	60	55
Nombre d'accidents aux passages à niveau (Ferroviaire)	43	44	37

(1) Hausse attribuable à la réalisation de projets d'immobilisations portuaires et aéroportuaires importants.

■ Engagements

régionaux 2004-2005

Adoptés par l'ensemble des directions de Transports Canada, Région du Québec, les engagements régionaux 2004-2005 visent le maintien de la sûreté et de la sécurité comme priorités, le renouvellement et le développement de la main-d'oeuvre, la prestation de services accessibles de qualité et la poursuite de la gestion environnementale et du transport durable. Ces engagements ont été développés pour répondre et satisfaire autant aux besoins de nos partenaires, qu'à ceux de nos employés, et s'inscrivent dans le contexte évolutif de Transports Canada.

Transports Canada, Région du Québec s'engage pour l'année 2004-2005 à :

1. Maintenir la sûreté et la sécurité comme nos priorités.

- Contribuer à une mise en œuvre concertée des initiatives de sûreté dans tous les secteurs d'intervention ;
- Renforcer nos interventions dans les secteurs ciblés en accentuant notre rôle d'examen des systèmes de sécurité;
- Améliorer la gestion de la sûreté et de la sécurité dans l'industrie en favorisant une plus grande responsabilisation;
- Continuer d'améliorer notre application des principes de saine gestion du risque;
- Améliorer la connaissance et la compréhension des pratiques en matière de sûreté et de sécurité tant au niveau de nos employés que de l'industrie.

2. Favoriser le renouvellement et le développement d'une main-d'oeuvre compétente et diversifiée en accord avec les valeurs de la Fonction publique.

- Poursuivre la mise en œuvre des plans d'action pour gérer le renouvellement des effectifs dans tous les secteurs d'emploi;
- Rechercher des candidatures provenant des groupes d'équité dans toutes les actions d'embauche externe;

- En conformité avec la stratégie nationale de diversité qui sera poursuivie, continuer d'offrir des sessions de dialogue et mettre en œuvre les recommandations retenues qui en découlent;
- Développer des plans d'apprentissage pour tous les employés qui en font la demande;



Employés de Transports Canada, finissants à l'École nationale d'administration publique.

- Continuer nos interventions afin que nos employés puissent travailler et recevoir les services dans la langue officielle de leur choix;
- Favoriser la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation de la Fonction publique*;
- S'assurer de bénéficier des initiatives de réseautage et d'horizontalité.

3. Offrir un service de qualité à nos clients externes et aux citoyens.

- Poursuivre les initiatives de consultation et de sensibilisation dans les différents secteurs d'intervention;

- Poursuivre le développement de nos sites Internet et Intranet afin d'améliorer notre service à la clientèle;
- Cultiver les liens avec nos partenaires des secteurs public et privé dans le but d'accroître notre visibilité et de servir nos clients en fonction des ressources disponibles;
- Promouvoir la qualité dans la livraison de nos services;
- Poursuivre nos initiatives pour assurer une interprétation plus uniforme de la réglementation entre les régions.

4. Poursuivre les objectifs du Système de gestion environnementale et participer à des activités de transport durable avec nos partenaires.

- Faire la promotion du transport durable dans notre région en partenariat avec les autres ministères, agences et l'industrie;
- Poursuivre le programme-employeur pour les déplacements résidence-bureau couvrant Dorval, Montréal et Québec;
- Mettre en œuvre notre politique régionale sur l'utilisation du transport écologique pour les déplacements d'affaires;
- Continuer à participer activement aux événements reliés au transport durable;
- Dans le cadre du mandat de chaque direction, jouer un rôle actif en matière de protection de l'environnement.

■ Engagements régionaux par secteur
2004 - 2005



Sécurité informatique : identification sécurisée.

Nous nous engageons à maintenir la sécurité et la sûreté comme nos priorités.



**Multimodal
et corporatif**

- Promouvoir la sécurité et la sûreté auprès de nos partenaires avec notre programme d'aide aux événements en transport;
- Effectuer un suivi étroit au niveau des plans de mesures d'urgence et participer activement aux divers exercices en lien avec la protection civile;
- Supporter les initiatives nationales reliées à l'implantation du Système de gestion de la sécurité dans l'industrie et établir un plan de gestion de la sécurité en intégrant les exigences du Code canadien du Travail (CCT) en matière de santé et de sécurité;
- Mettre l'emphase sur la sûreté et la sécurité dans nos produits de communication;
- Tenir des sessions d'information sur la gestion du risque pour les employés;
- Sensibiliser les employés face à l'importance de la sécurité informatique.

**Aérien
et
aéroportuaire**

- Effectuer l'ensemble des vérifications réglementaires et des inspections planifiées;
- Accroître notre présence et établir un haut degré de conformité de la réglementation sur les sites aéroportuaires;
- Poursuivre la surveillance des baux pour les aéroports du réseau national;
- Continuer les démarches pour une interprétation réglementaire uniformisée entre les régions;
- Participer activement aux congrès et colloques sur l'amélioration du niveau de sécurité dans l'industrie.

**Maritime
et portuaire**

- Accorder la priorité à la mise en œuvre du Code International de la sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS);
- Exercer activement nos nouveaux mandats: la sécurité nautique, les services à la navigation maritime, les mesures de prévention et d'intervention antipollution et la protection des eaux navigables et continuer l'intégration du personnel de la Garde côtière canadienne;
- Promouvoir les systèmes de gestion de sécurité pour différents types d'embarcations;
- Poursuivre le projet d'auto-inspection des petits bateaux de pêche;
- Collaborer, avec la Garde côtière canadienne, à l'approfondissement et à l'intégration des méthodes de gestion du risque lors d'événements impliquant des navires;
- Établir un système plus complet de rapports pour le suivi des Administrations portuaires canadiennes (APC) et mettre en place un programme de surveillance.

**Terrestre
(sécurité
ferroviaire
et transport de
marchandises
dangereuses)**

- Mesurer la culture de sécurité des intervenants en poursuivant le développement des indicateurs de performance et en utilisant les indicateurs actuels;
- Établir les plans de travail annuels basés sur les principes de gestion du risque;
- Créer des occasions d'échange sur les connaissances et les pratiques en matière de sûreté et sécurité chez nos employés et partenaires.



Daniel Grochowalski reçoit le prix d'excellence annuel de la Directrice générale régionale.

2 Nous nous engageons à favoriser le renouvellement et le développement d'une main-d'oeuvre compétente et diversifiée en accord avec les valeurs de la Fonction publique.

<p>Multimodal et corporatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les démarches en matière de planification des ressources humaines de gestion de carrières, de développement de plans d'apprentissage personnels et de transfert de connaissance; • Poursuivre les sessions de dialogue sur la diversité; • Mettre en place les recommandations suite aux dialogues sur la diversité : développer un projet d'intervention et un projet d'intégration des nouveaux employés; • Mettre l'accent sur le travail dans la langue officielle au choix de l'employé et offrir des produits de communication bilingues; 	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser certains programmes de formation et développer des formations internes adaptées aux besoins actuels; • Développer un programme structuré d'intégration où les employés d'expérience agissent à titre de mentors auprès des nouveaux employés ou gestionnaires.
<p>Aérien et aéroportuaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer une démarche proactive de remplacement de personnel et maintenir les effectifs à un niveau optimal; • Offrir des plans d'apprentissage personnels, des plans de formation et de carrière à tous les employés intéressés; 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un transfert des connaissances, notamment dans le secteur des programmes aéroportuaires.
<p>Maritime et portuaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre l'initiative de développement des plans d'apprentissage et de planification des ressources humaines, en particulier auprès des employés provenant de la Garde côtière canadienne. 	
<p>Terrestre (sécurité ferroviaire et transport de marchandises dangereuses)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer le développement de plans d'apprentissage personnels; • Collaborer aux initiatives de réseautage et d'horizontalité ministérielle, interministérielle et du secteur privé; 	<ul style="list-style-type: none"> • Participer au projet-pilote national sur les langues officielles et partager les résultats avec nos employés.





3

Nous nous engageons à offrir un service de qualité à nos clients externes et aux citoyens.



Multimodal et corporatif

- Soutenir et mettre en œuvre des projets de Gouvernement en direct;
- Promouvoir les liens avec les partenaires des secteurs publics et privés dans le but d'accroître la visibilité, le partenariat et le réseautage de Transports Canada;
- Continuer de produire des documents de qualité: survols, profils modaux, communiqués de presse, rapports et publications;
- Offrir des formations sur le service à la clientèle, les relations de travail et la gestion de conflit;
- Maintenir de bonnes relations avec les autres paliers de gouvernement en organisant des rencontres régionales et en maintenant des contacts fréquents.

Aérien et aéroportuaire

- Gérer le programme de cession aéroportuaire conformément à la Politique nationale des aéroports (PNA) et poursuivre les démarches avancées afin de conclure deux transactions spécifiques;
- Optimiser la qualité de nos services et leur accessibilité en fonction des ressources disponibles;
- Consulter et sensibiliser les différents secteurs d'intervention (activités de surveillance et d'inspection) par des rencontres face-à-face avec les entreprises;
- Participer activement à des réunions nationales dans le but d'uniformiser l'interprétation de la réglementation entre les régions.

Maritime et portuaire

- Développer et mettre en place des projets de Gouvernement en direct : système d'inscription aux examens pour les certifications maritimes, outil d'aide à la navigation dans les glaces, système de facturation des frais portuaires et portails sur la *Loi sur la protection des eaux navigables (LPEN)* et le Bureau de la sécurité nautique;
- Mettre en place un nouveau Conseil consultatif maritime annuel sur les navires de pêche;
- Instaurer une procédure définie pour augmenter le nombre d'inspection de contrôle des navires délégués;
- Gérer d'une manière proactive le programme national portuaire conformément à la Politique maritime nationale (PMN);
- Optimiser la qualité de nos services et leur accessibilité en fonction des ressources disponibles.

Terrestre (sécurité ferroviaire et transport de marchandises dangereuses)

- Participer, avec les partenaires du milieu, à des initiatives communes (colloques, inspections conjointes) afin d'optimiser les communications;
- Participer aux efforts régionaux et nationaux visant à uniformiser l'application de la réglementation dans les secteurs ferroviaires et du transport de marchandises dangereuses;
- Poursuivre les démarches de sensibilisation et d'information en vue de promouvoir la sécurité dans le transport ferroviaire et le transport de marchandises dangereuses.



4 Nous nous engageons à poursuivre les objectifs du *Système de gestion environnementale* et participer à des activités de transport durable avec nos partenaires.

<p>Multimodal et corporatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la stratégie de développement durable de Transports Canada auprès de nos partenaires; • Promouvoir le transport durable à l'intérieur du ministère, auprès des partenaires fédéraux ainsi que des organismes environnementaux et participer activement aux événements reliés au transport durable; • Gérer le parc automobile selon les trois sphères du développement durable (environnementale, économique et sociale) et faire l'achat de véhicules hybrides lors du remplacement de nos automobiles; 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser la politique régionale, le plan d'action et les mesures de rendement relatives au programme de transport durable en milieu d'affaires.
<p>Aérien et aéroportuaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que la protection environnementale soit considérée dans tous les programmes aéroportuaires; • Exploiter nos installations aéroportuaires d'une façon proactive afin de favoriser la réduction de la consommation énergétique; • Maintenir nos actions en matière de climat sonore près des aéroports, notamment à l'aéroport Montréal-Trudeau; 	<ul style="list-style-type: none"> • Participer au comité de travail régional sur le Système de gestion environnementale.
<p>Maritime et portuaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre l'approbation des projets soumis à la <i>Loi sur la protection des eaux navigables (LPEN)</i>, dans le cadre des objectifs du développement durable; • Mettre en place un programme de surveillance des déversements d'hydrocarbures dans le Bas-Saint-Laurent; • Émettre un bulletin d'information mensuel du Comité de prévention de la pollution favorisant la transmission d'informations reliées à la protection de l'environnement; 	<ul style="list-style-type: none"> • Exploiter nos installations portuaires d'une façon proactive afin de favoriser la réduction de la consommation énergétique; • Poursuivre les initiatives visant à améliorer la gestion des eaux de lest et les résidus de cargaisons et des navires; • Coordonner un projet de gestion du rejet des eaux d'égoût des navires, compte tenu de la nouvelle réglementation nationale en développement.
<p>Terrestre (sécurité ferroviaire et transport de marchandises dangereuses)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir des pratiques écologiques auprès de nos employés et de nos partenaires; • Participer activement au comité sur la gestion du parc automobile régional; 	<ul style="list-style-type: none"> • Participer aux démarches de médiation de l'Office des transports du Canada sur des questions de nuisances engendrées par des activités ferroviaires.





Plaque commémorative -
75e anniversaire de l'aéroport de Saint-Hubert.

Le budget



Fonctionnement et entretien (en milliers de dollars)

Direction et services généraux :

5 987

Politiques :

381

Sécurité/Sûreté

- Sécurité maritime

6 780

- Sécurité aérienne

16 504

- Sécurité ferroviaire

1 716

- Transport de marchandises dangereuses

658

- Sûreté et préparatifs d'urgence

2 834

Programmes

- Ports

5 313

- Aéroports

7 113

- Environnement

5 675

Total: (en milliers de dollars)

52 961 \$

11%

1%

54%

34%

Immobilisations (en milliers de dollars)

Direction et services généraux

384

Politiques

864

Sécurité/Sûreté

- Sécurité aérienne

75

- Sécurité et préparatifs d'urgence

60

Programmes

- Ports

9 484

- Aéroports

6 635

Total: (en milliers de dollars)

17 502 \$

2%

5%

1%

92%

Direction et
services généraux

Politiques

Sécurité/Sûreté

Programmes



Projet d'immobilisations de Transports Canada : pulvérisation du revêtement existant d'une aire de mouvement.

Recettes et recouvrements (en milliers de dollars)

Direction et services généraux

932

Sécurité/Sûreté

- Sécurité maritime
- Sécurité aérienne

1 545

1 519

Programmes

- Ports
- Aéroports

3 847

4 251

Total: (en milliers de dollars)

12 094 \$

Direction et services généraux

Sécurité/Sûreté

Programmes

8%

25%

67%

Subventions et contributions (en milliers de dollars)

Programmes

- Cession des ports
- Cession des aéroports et Programmes d'aide aux immobilisations aéroportuaires:

24

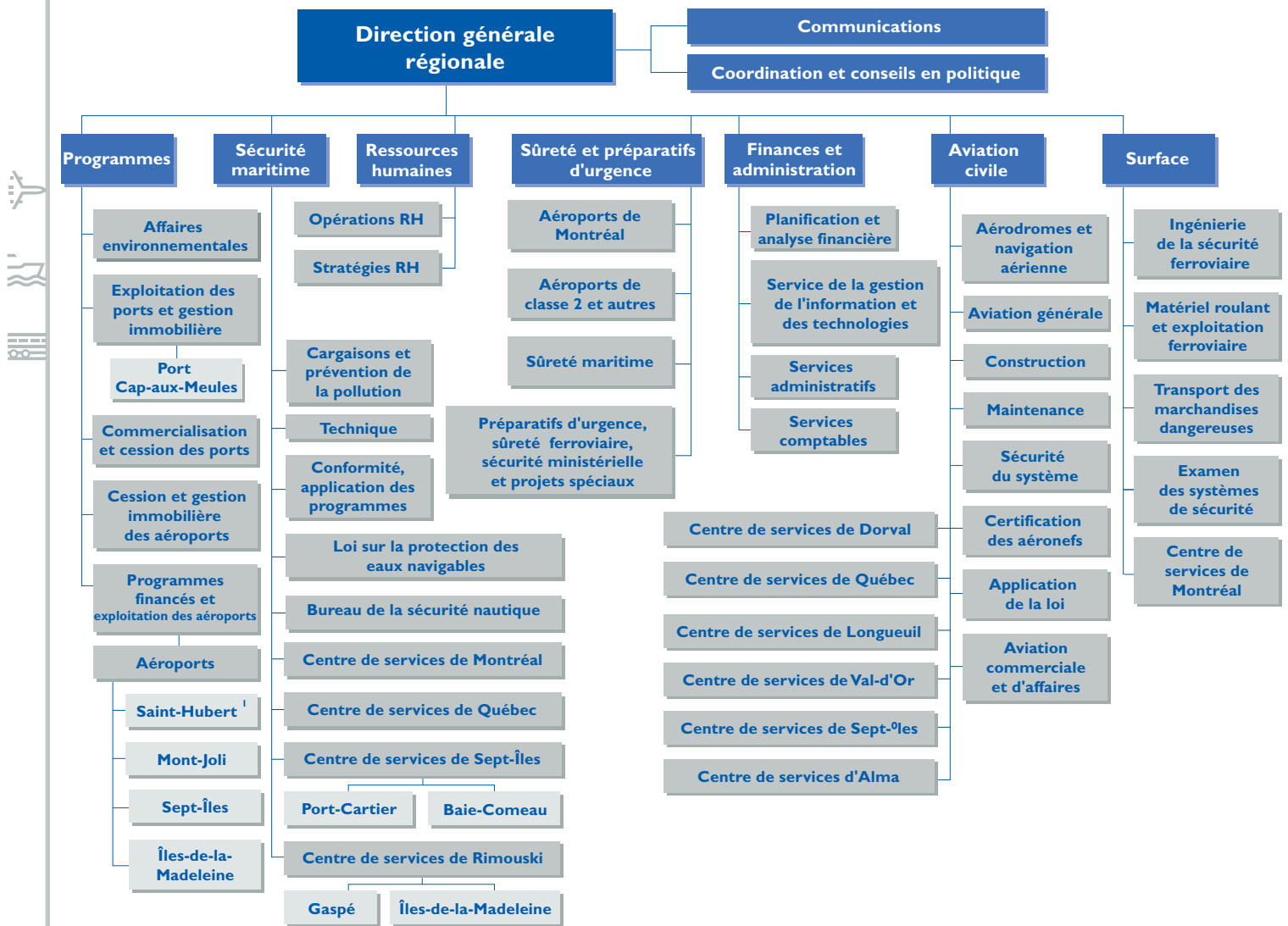
12 115

Total: (en milliers de dollars)

12 139 \$

100%

L'organigramme



¹ En cours de cession (septembre 2004).



INITIATIVE : RESEAU DES JEUNES FONCTIONNAIRES DE TRANSPORTS CANADA
 Le réseau des jeunes fonctionnaires de Transports Canada (RJFTC) en est à sa deuxième année d'existence. Il a comme mandat principal de regrouper les jeunes fonctionnaires afin de permettre leur épanouissement professionnel au sein de l'organisation. Le Réseau demeure très actif en organisant et participant à plusieurs activités professionnelles et sociales.



Tour de contrôle de l'aéroport de Saint-Hubert.

■ Les installations aéroportuaires



- Éloignés
- Nationaux
- ▲ Régionaux/Locaux
- Petits
- ◆ Satellites
- * Aéroports cédés

¹St-Hubert : En cours de cession (septembre 2004)

LA POLITIQUE NATIONALE DES AÉROPORTS (PNA) A ÉTÉ ANNONCÉE en 1994. Elle prévoit la commercialisation du Réseau national d'aéroports (composé des principaux aéroports canadiens) ainsi que des aéroports régionaux-locaux et des petits aéroports en les cédant à des intérêts locaux. Le Programme de cession des aéroports en vertu de la PNA est en vigueur jusqu'au 31 mars 2005.

■ Les installations portuaires

EN 2004-2005 Transports Canada, Région du Québec, mettra l'emphase sur la sûreté dans les ports par la mise en place et l'application de plans de sûreté en conformité au Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS)



- Éloignés
- ▲ Régionaux/Locaux
- ◆ Administration portuaire canadienne
- * Ports cédés



Sécurité ferroviaire : Depuis 10 ans, Transports Canada a versé pas moins de 15 millions de dollars dans des projets d'accroissement de la sécurité aux passages à niveau de la région du Québec.

■ Le réseau ferroviaire



Pour obtenir des renseignements plus détaillés, consultez notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.tc.gc.ca/quebec>



■ Centre de services de Rimouski

■ Centre de services de Québec

■ Centre de services des Îles-de-la Madeleine

■ Centre de services de Dorval

Les centres de services de Transports Canada

■ Alma

Adresse:
100, rue St-Joseph
Bureau 107
Alma (Québec)
G8B 7A6

Aviation civile - Maintenance

Téléphone: (418) 669-0529
Télécopieur: (418) 669-0530

■ Baie-Comeau

Adresse:
337, boul. Lasalle
Suite 212
Baie-Comeau (Québec)
G4Z 2Z1

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 296-3524
Télécopieur: (418) 296-6680

■ Dorval

Adresse:
700, Leigh Capréol
Dorval (Québec)
H4Y 1G7

Direction générale régionale, Communications, Coordination et conseils en politique

Téléphone: (514) 633-2714
Télécopieur: (514) 633-2751

Programmes

Téléphone: (514) 633-3254
Télécopieur: (514) 633-3250

Aviation civile

Téléphone: (514) 633-3030
Télécopieur: (514) 633-3052

Sûreté et préparatifs d'urgence

Téléphone: (514) 633-3553
Télécopieur: (514) 633-2921

Inspecteur en devoir
(24h/jour)

Téléphone: (514) 238-9900

Ressources humaines

Téléphone: (514) 633-3263
Télécopieur: (514) 633-3125

Finances et administration

Téléphone: (514) 633-3418
Télécopieur: (514) 633-3439

■ Gaspé

Adresse:
98-1, rue De La Reine
Édifice Frédérica-Giroux
Gaspé (Québec)
G4X 3B3

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 368-2444
Télécopieur: (418) 368-7022

■ Îles-de-la Madeleine

Adresse:
264, Chemin du Quai,
Cap-aux-Meules (Québec)
G4T 1J4

Aéroport – Port

Téléphone: (418) 986-3785
Télécopieur: (418) 986-4751

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 986-6275
Télécopieur: (418) 986-4751

■ Longueuil

Adresse:
101, Roland Therrien
8ième étage
Bureau 807
Longueuil (Québec)
J4H 4B9

Aviation civile

Téléphone: (450) 928-4374
Télécopieur: (450) 928-4379

Aviation civile Maintenance-Administration

Téléphone: (450) 928-4375
Télécopieur: (450) 928-4379

Aviation civile – Aviation commerciale et d'affaires

Téléphone: (450) 928-4382
Télécopieur: (450) 928-4379

Aviation civile – Aviation générale

Téléphone: (450) 928-4372
Télécopieur: (450) 928 4379

■ Montréal, centre-ville

Adresse:
800, boul. René-Lévesque
Ouest, Bureau 600
Montréal (Québec)
H3B 1X9

Surface (Sécurité ferroviaire et transport de marchandises dangereuses)

Téléphone: (514) 283-5722
Télécopieur: (514) 283-8234

Sécurité maritime

Tél : (514) 283-7056
Fax : (514) 283-6595

■ Mont-Joli

Adresse:
875, Jacques-Cartier
Suite 101,
Mont-Joli (Québec)
G5H 4A4

Aéroport

Téléphone: (418) 775-3347
Télécopieur: (418) 775-2277

■ Port-Cartier

Adresse:
C.P. 8
Quai de la cie minière
Québec-Cartier
Port-Cartier (Québec)
G5B 2G7

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 766-2758
Télécopieur: (418) 766-8711

■ Québec

Adresse:
500, rue principale
bureau 2008
Aéroport International
Jean-Lesage
Ste-Foy (Québec)
G2G 2T9

Aviation civile - Aviation générale

Téléphone: (418) 640-2690
Télécopieur: (418) 640-2680

Aviation civile – Aviation commerciale et d'affaires (Avion)

Téléphone: (418) 640-2791
Télécopieur: (418) 640-2680

Aviation civile- Aviation commerciale et d'affaires (Hélicoptère)

Téléphone: (418) 640-2793
Télécopieur: (418) 640-2680

Aviation civile – Aviation commerciale et d'affaires (Transport de marchandises dangereuses)

Téléphone: (418) 640-2793
Télécopieur: (418) 640-2680

Aviation civile – Sécurité du système

Téléphone: (418) 640-2107
Télécopieur: (418) 640-2680

Gare maritime Champlain

Adresse:
901, Cap-Diamant
4e étage
Québec (Québec)
G1K 4K1

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 648-4166
Télécopieur: (418) 648-7980

Programmes

Téléphone: (418) 648-4101
Télécopieur: (418) 648-7980

■ Rimouski

Adresse:
180, de la Cathédrale
Rimouski (Québec)
G5L 5H9

Sécurité maritime

Téléphone: (418) 722-3040
Télécopieur: (418) 722-3332

■ Saint-Hubert

Adresse:
5700, route de
l'aéroport
Saint-Hubert (Québec)
J3Y 8Y9

Aéroport

Téléphone: (450) 678-6030
Télécopieur: (450) 462-0346

■ Sept-îles

Adresse:
Aérogare,
C.P. 2001
Aéroport de Sept-Îles
Bureau 212
Sept-Îles (Québec)
G4R 4K2

Aéroport

Téléphone: (418) 962-8211
Télécopieur: (418) 962-8262

Adresse:

C.P. 596
701, boul. Laure
Bureau 205
Sept-Îles (Québec)
G4R 1K7

Sécurité maritime

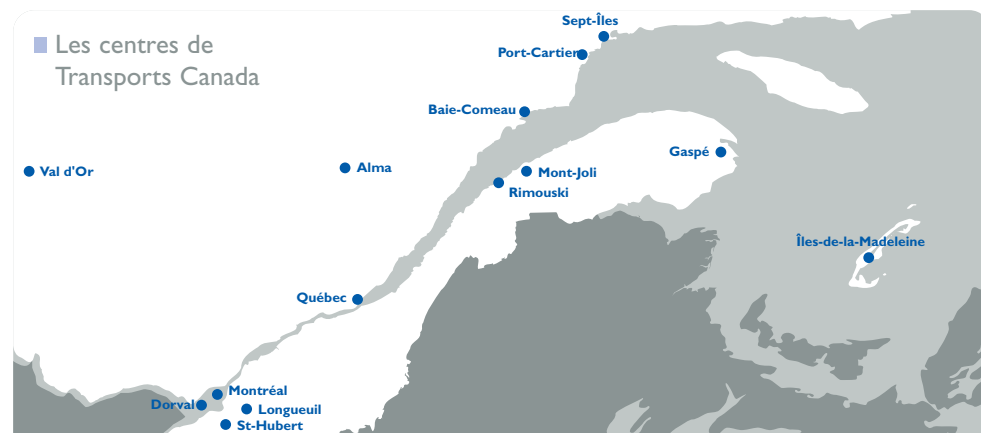
Téléphone: (418) 968-4991
Télécopieur: (418) 968-5516

■ Val d'Or

Adresse:
Édifice administratif de
l'Aéroport C.P. 2000
220, Rue de la Météo
Aéroport de Val d'Or
Val d'Or (Québec)
J9P 5C3

Aviation civile - Maintenance

Téléphone: (819) 825-9250
Télécopieur: (819) 825-5015



Adresse Internet :
<http://www.tc.gc.ca/quebec/fr/ctc/menu.htm>